

Privilège—M. Coates

En l'occurrence, j'ai appris ce qui se passait par les journaux, les médias, et le très honorable député de Prince-Albert (M. Diefenbaker). Il a eu vent de ce qui se préparait et a essayé d'avertir la Chambre que cela allait à l'encontre des intérêts supérieurs du pays. Il est nécessaire que Votre Honneur assume sans tarder ses responsabilités au nom de tous les députés et fasse en sorte que tous soient mobilisés pour l'occasion. En commun accord avec le président du Sénat, Votre Honneur devrait prendre des dispositions pour que tous les membres des deux chambres du Parlement aient la possibilité de participer de leur mieux aux autres cérémonies. Les Canadiens doivent pouvoir se rendre compte qu'il ne s'agit pas d'une initiative exclusive du gouvernement libéral, mais plutôt d'une activité à laquelle tous les parlementaires désirent participer, dans l'espoir que le Canada deviendra ainsi plus fort et qu'il sera un meilleur endroit où vivre.

Nous voulons que le Canada soit le meilleur endroit où nos enfants puissent vivre et cela en tant que pays uni. Si nous ne faisons rien maintenant, je crains que nous ne nous trouvions dans une situation où les gens de notre pays ne réaliseront même plus qu'il y a d'autres chefs et d'autres partis politiques chez nous. Cela peut vous sembler ridicule si vous appartenez au parti libéral, mais c'est précisément ce qui me contrarie tant. Cette fête ne devrait pas constituer une sorte d'initiative partisane à laquelle les libéraux ont un droit particulier de participer. C'est un événement auquel doivent pouvoir participer tous les Canadiens.

Des voix: Bravo!

M. Coates: Il est grand temps que tous les Canadiens puissent s'apercevoir que tous leurs députés y participent. Le gouvernement n'a pas le droit de dépenser l'argent des contribuables pour financer un spectacle spécial donné par le premier ministre du pays dont seraient exclus tous les autres députés des Communes.

Des voix: Bravo!

M. Coates: Aucun gouvernement n'a le droit de faire du premier ministre de notre pays une espèce de sauveur de la nation. Chaque député des Communes est bien déterminé à participer et à rendre le Canada encore plus fort qu'il n'est actuellement. On ne nous donne cependant pas les moyens de le faire. Le gouvernement nous empêche carrément, à moins d'être membre du parti libéral, d'y participer d'une quelconque façon.

Il est absolument choquant et scandaleux, quant à moi, de penser que le ministre de la Défense nationale (M. Danson) ait inauguré la semaine du Canada. La semaine du Canada est un événement dont nous n'avions jamais entendu parler auparavant. C'est un événement qui ne fait pas partie de notre constitution, à moins que les députés d'en face ne soient en train de l'écrire au jour le jour. Le ministre de la Défense nationale, qui représente le premier ministre, semble être le seul député d'en face qui ait quoi que ce soit à dire à propos de la semaine du Canada. Dans une lettre que j'ai reçue, le premier ministre parle de la fête du Canada, qui est une nouvelle fête en ce qui me concerne. Aucune loi ne désigne le 1^{er} juillet comme la fête du Canada. Jusqu'ici, le 1^{er} juillet a été la fête du Dominion. Si le gouvernement veut changer la

[M. Coates.]

fête du Dominion en fête du Canada, qu'il présente une mesure à la Chambre et la fasse adopter. S'il le fait et si cette mesure obtient l'approbation de la majorité des députés, je ne m'y opposerai pas. D'ici là, je considère le 1^{er} juillet comme la fête du Dominion. Le premier ministre ne peut pas légiférer en écrivant des lettres, même s'il se peut qu'avant longtemps, il puisse légiférer en publiant des édits signés de sa main. J'espère que ce jour-là n'arrivera jamais.

Ce n'est pas cette semaine qu'on mettra l'accent sur l'unité au Canada. Si le gouvernement continue de se servir de cette semaine à des fins politiques comme il le fait maintenant, je devrai m'y opposer aussi énergiquement que possible. Je demande à Votre Honneur de nous protéger à titre de députés et de faire en sorte que tous les députés aient les mêmes droits. Quand nous sommes arrivés à la Chambre, nous vous avons élu pour que vous protégiez chacun d'entre nous. Je vous demande de vous servir de votre charge pour nous accorder cette protection. Nous n'avons pas cette protection maintenant, étant donné les projets pour cette semaine. Ce sera atroce si l'on permet au gouvernement de présenter le programme qu'il a préparé à l'intention des Canadiens.

Comme on l'a vu aujourd'hui, le premier ministre suppléant (M. MacEachen) ignore malheureusement tout de la situation. Il ne peut même pas dire au chef du Nouveau parti démocratique (M. Broadbent) qui organise les fêtes et en quoi elles consistent. Tous les députés se rendent maintenant compte que le premier ministre suppléant a été bel et bien exclu. Il est épouvantable qu'une chose pareille se produise au Canada à ce moment-ci.

Des voix: Bravo!

[Français]

M. Jacques Guilbault (secrétaire parlementaire du secrétaire d'État du Canada): Monsieur le président, j'aimerais donner certains renseignements sur ce qui s'est passé aujourd'hui: La semaine du Canada a été inaugurée par le Conseil pour l'unité canadienne, qui est un organisme indépendant et qui a demandé la permission d'utiliser l'estrade en avant du parlement pour lancer la semaine du Canada.

Je peux me renseigner pour savoir si la contribution du gouvernement fédéral s'est limitée à prêter l'estrade, mais je ne crois pas. Je pourrai apporter des précisions demain. Il me semble que l'organisme qui a inauguré la semaine du Canada, c'est le Conseil pour l'unité canadienne.

● (1520)

[Traduction]

M. Walter Baker (Grenville-Carleton): Monsieur l'Orateur, j'espère que le secrétaire parlementaire du secrétaire d'État (M. Guilbault) n'oublie pas que la question de privilège soulevée par mon collègue dépasse de beaucoup la question de la semaine du Canada. Ce n'est pas un organisme privé qui a décidé que le 1^{er} juillet serait un jour important pour le Canada. Le secrétaire parlementaire l'a peut-être oublié, mais c'est l'anniversaire de notre pays que nous allons célébrer ce jour-là. Les débuts n'ont pas été faciles, mais, en 1867, ils ont été encouragés par tous les partis et toutes les tendances représentés dans les assemblées législatives.